LDC Lutte de Classes éducation
21 rue Boucher de Perthes – La Capsule - 38000 Grenoble
Tél. : 06 95 13 30 70
acad-grenoble@ldc-education.org
https://ldc-education.org

9 octobre 2026

Mouvement lycéen :

sous des airs de démocratie locale, le gouvernement tente d'étouffer la colère légitime de la jeunesse

Dans le grand Jacques-a-dit, chacun devrait fixer ses propres règles ?

Suite à la mobilisation massive des lycéens de toute la France, Sébastien Lecornu a annoncé, dans l'après-midi du 6 octobre, que le ministre Geffray suspendait les cours pour la fin de semaine afin de mettre en œuvre des échanges avec les lycéens à l'échelle locale… Ultra locale même, puisqu'il s'agit que chacun garde ses élèves pour discuter avec eux.

Déjà à ce stade, la question de l'organisation se pose dans chaque établissement.

Surprise, Sébastien n'avait pas dit « *Jacques-a-dit* », alors ça ne compte pas ! Moins de 2 heures plus tard, cette mesurette qui relevait déjà plus d'un pis-aller que de la panacée est remise en question, annonçant que les cours seront maintenus selon les situations locales, autorisant tout de même quelques moments de démocratie.

Situations locales bien différentes certes, lorsque l'on ne s'intéresse qu'aux spécificités de chaque établissement. Qui n'a pas de chauffage ? Qui a trop chaud ? Qui peut évoluer en milieu aquatique sous forme liquide dans les salles quand il pleut ? Qui n'a pas eu de remplaçant de Physique lorsque Mme Falampin est tombée malade à cause de la pression hiérarchique et des injonctions contradictoires ? Qui n'a pas eu de remplaçant lorsque tel ou tel enseignant n'est pas venu le lendemain faute de protection de la part de son employeur ? Qui n'a pas eu d'AESH notifiée, ou insuffisamment ? Dans quel établissement la vie scolaire ne repose que sur la moitié des personnels escomptés ? La liste est longue et ne saurait être exhaustive.

Alors, bien sûr, les situations locales sont différentes, mais elles découlent toutes d'une même situation nationale, bien qu'elle se retrouve dans ses déclinaisons rectorales !

Si Mme Falampin n'a pas été remplacée, si les enseignants craquent et finissent par démissionner ou partir en détachement, si les bâtiments, gérés par les régions, prennent l'eau, si les personnels ATOSS et les AESH ne sont pas assez nombreux et nombreuses, c'est bien à cause du budget insuffisant accordé à l'avenir de la jeunesse !

Le budget, parlons en. Lorsque le gouvernement se targue d'une hausse du budget de l'Éducation nationale sur 10 ans, il faut bien no-

ter qu'il ne prend pas en compte l'inflation ! Or l'inflation est bien trop importante pour l'omettre sciemment ! Ainsi les dépenses d'aujourd'hui coûtent plus cher que les dépenses d'hier, et la maigre prétendue hausse du budget est mangée par l'inflation. Il s'agit donc de moyens constants ou quasi-constants en réalité.

Ce budget prend d'ailleurs en compte des situations diverses, lorsque la hiérarchie se voit octroyer et/ou revaloriser des primes (via le RIFSEEP notamment), chaque personnel n'en voit pas la couleur ! Il n'y a pas de ruissellement, sauf le long des murs de la salle de Mme Falampin, toujours pas remplacée d'ailleurs. Imaginons aisément une prime supplémentaire pour l'organisation de ces moments de démocratie locale. Cela permettra de dire que le budget a été revu.

Des airs… et des errances de la démocratie locale.

Ainsi, sous des airs de démocratie locale, le gouvernement tente d'étouffer la colère légitime de la jeunesse, qui demande bien plus que des ajustements locaux (qui se font toujours au détriment des autres, vous le savez). Ces temps d'échanges, organisés à la hâte pour faire taire la colère des lycéens de façon individuelle, pour casser le collectif ne seront pas organisés de la même manière selon les établissements, voire ne seront pas organisés s'ils ne sont pas revendiqués. *« Ici, tout va bien, passez votre tour »*.

Il s'agit d'affronter les conséquences de la réforme Blanquer (vous savez, cette réforme détricotée au fur à mesure tant chaque élément contesté est contestable, c'est pas faute d'avoir prévenu !). De cette réforme, il reste encore des verrous à faire sauter, l'organisation par spécialité en est un majeur, pour retrouver de vrais collectifs dans les classes comme sur nos lieux de travail. Et c'est bien cela le fond du problème ! Il s'agit aussi, pour la jeunesse de questionner Parcoursup, objet mouvant, toujours aussi obscur dont nous découvrons les règles et les vices à chaque instant.

Accompagnons les lycéens dans leurs revendications, elles sont d'ailleurs aussi les nôtres, et ne cassons pas cette dynamique (dont la journée du 6 octobre n'était qu'une étape) en participant docilement à cet étouffement des revendications : pas de cours en visio, pas de réunion de bonne organisation mais des AG de lutte revendicatives dans chaque établissement dans une dynamique de mobilisation permanente jusqu'à la grève générale.

